

50

Ils sont Belges, et ils vont rendre les Jeux Olympiques de Londres plus verts. Sur le vaste chantier qui accueillera les Jeux Olympiques en 2012, **Ecoterres** est à l'œuvre depuis juin 2007.

Le groupe, basé à Gosselies, détenu à 74,9 % par le groupe belge de dragage Deme et à 25,1 % par Ecotech Finance, filiale de la SRIW, est spécialisé dans la dépollution des sols. Il a été retenu pour assainir 200 hectares de l'ancien site industriel situé à l'est de Londres, souillé par les métaux lourds et les hydrocarbures, qui doit accueillir les piscines et le stade principal des futurs Jeux Olympiques. Un contrat de plus de 25 millions d'euros, qu'Ecoterres a décroché en convaincant l'agence de l'environnement britannique de minimiser les transports hors site en réutilisant autant que possible les terres contaminées. Plutôt que d'excaver ces terres pour les mettre en décharge, Ecoterres privilégie en effet leur remise en place après traitement sur site. Un traitement qui combine plusieurs techniques : 500.000 tonnes de terres polluées vont faire l'objet d'un lavage physico-chimique, assuré par des unités mobiles de traitement, qui concentrent la pollution dans les fractions les plus fines, qui sont les seules à être évacuées. 125.000 autres tonnes, polluées aux hydrocarbures, sont traitées par bioremédiation — une technique qui consiste à stimuler le milieu bactérien pour transformer les hydrocarbures en eau et dioxyde de carbone. Enfin, les 100.000 tonnes restantes, trop difficiles à dépolluer, vont être stabilisées chimiquement grâce à l'ajout de liants hydrauliques. «Seuls 10 % des matériaux que nous excavons vont être évacués en décharge», souligne Bénédicte Baudouin, directeur d'Ecoterres Holding. Ecoterres privilégie en effet la valorisation plutôt que l'évacuation. Elle a déjà utilisé la technique dans différents pays, mais jamais en Région wallonne, où elle peine à convaincre les autorités de renoncer à la mise en décharge ou à la destruction des terres polluées en cimenteries. «Il ne sera pourtant pas possible d'envoyer éternellement ces terres en décharge, estime Michel Savonet, président d'Ecotech Finance. Mais il faut accepter



LE CHANTIER QUI ACCUEILLERA LES JO EN 2012. Ecoterres y est à l'œuvre depuis juin 2007.

l'idée que ces énormes volumes de terres polluées, après traitement, soient réutilisées sur le site.» Ce méga-chantier pourrait toutefois aider Ecoterres à faire évoluer les mentalités. Un autre Belge s'active en coulisses pour les Jeux Olympiques de 2012 : Frédéric Chomé, qui a créé début 2007 la société **Factor-X**, qui emploie aujourd'hui trois personnes à temps partiel, et travaille avec une série de consultants indépendants.



FRÉDÉRIC CHOMÉ, FONDATEUR DE FACTOR-X Il a été choisi par les organisateurs des JO de Londres parmi 90 cabinets d'études pour calculer le bilan carbone des JO et proposer une stratégie pour diminuer l'impact environnemental de l'événement.

Au printemps 2007, il a été choisi par les organisateurs des JO de Londres pour calculer le bilan carbone de l'événement et proposer une stratégie pour diminuer son impact environnemental. «J'étais le seul à proposer de calculer l'empreinte climatique des Jeux en utilisant la méthode de l'Ademe, particulièrement transparente, précise-t-il. Je pense que cela a fait la différence. J'ai aussi voulu travailler de manière beaucoup plus globale qu'on ne le faisait jusqu'ici.»

Ce docteur en physique, qui a travaillé pour l'IRM et pour Electrabel, s'est mis au boulot dès mai 2007, et doit boucler sa mission d'ici la fin de l'été. Son idée ? Diminuer de 20%, en moyenne, les émissions de gaz à effet de serre lors de chaque événement des Jeux Olympiques, pour arriver en 2050 à des Jeux neutres en carbone. En matière de construction, par exemple, il préconise de bien distinguer les bâtiments permanents et les bâtiments provisoires. «Pour tout ce qui est définitif, il faut essentiellement tenir compte des émissions dégagées par l'utilisation. Pour les bâtiments temporaires, par contre, mieux vaut privilégier le bois ou la paille, et éviter au maximum l'aluminium ou le plastique dur. Rien qu'en faisant les bons achats en matière de matériaux, de manière à passer de 30% de matériaux recyclés à 80%, on pourrait déjà atteindre l'objectif pour ces Jeux», souligne-t-il. Des discussions sont en cours pour convaincre les voyageurs de proposer des tickets combinés Eurostar-hôtels, pour encourager les visiteurs à renoncer à l'avion. Et surtout, les organisateurs cherchent à sensibiliser leurs sponsors pour qu'ils prennent en compte la dimension environnementale dans leur approche des Jeux. «Le renouvellement des télévisions entraîné par les JO va générer deux fois plus d'émissions de CO₂ que les Jeux eux-mêmes, s'exclame Frédéric Chomé. Nous espérons donc que le principal sponsor dans ce domaine va travailler à produire moins de carbone dans la fabrication de ses appareils.» ■